

par la grève, arracher au patronat lui est enlevé systématiquement par le gouvernement qui, quelle que soit sa forme, reste le véritable conseil d'administration de la classe dirigeante. C'est pourquoi au gouvernement de la bourgeoisie, que ce soit un gouvernement réactionnaire ou un gouvernement de coalition des dirigeants "ouvriers" avec les partis bourgeois, la IV^e Internationale oppose le GOUVERNEMENT DES OUVRIERS ET DES PAYSANS.

A la propagande inlassable pour ce mot d'ordre, s'ajoute, au moment des crises gouvernementales violentes ou des combats généralisés de la classe ouvrière, une agitation précise à l'adresse des partis qui se réclament de la classe ouvrière et dans lesquels les masses placent encore leur confiance. A ces partis, la IV^e Internationale lance l'appel : "ROMPEZ AVEC LA BOURGEOISIE ! PRENEZ TOUT LE POUVOIR !" afin d'appliquer un véritable programme ouvrier avec l'appui des masses mobilisées et sous leur contrôle.

Il ne suffit cependant pas que les partis "ouvriers" soient seuls au gouvernement pour constituer vraiment un gouvernement ouvrier. Il faut encore un programme véritablement anticapitaliste, la mobilisation révolutionnaire des masses, débordant les cadres de la légalité bourgeoise. Là se pose la question de l'Etat. Les ministres travaillistes britanniques, scandinaves ou australiens n'ont que l'illusion du pouvoir. Le véritable pouvoir reste entre les mains de la bureaucratie administrative aux ordres des tout-puissants monopoleurs. Les gouvernements changent, mais la police, les généraux, les juges et les hauts fonctionnaires, toute la bureaucratie au service de la bourgeoisie restent inamovibles. Cet obstacle ne peut être brisé que par la création du pouvoir réel des masses organisées dans des comités d'usine, de quartier, de village.

Le coût de cette bureaucratie d'Etat avec ses budgets militaires, son gaspillage et ses fraudes écrase toujours davantage les économies nationales exsangues et est la source principale de l'inflation qui dévore les revenus des petites gens. Reprenant l'exemple incomparable d'agitation révolutionnaire posé par Lénine, la IV^e Internationale dénonce sans cesse le caractère oppresseur, exploiteur et parasitaire de l'Etat bourgeois. Partant de mille incidents concrets, elle lui oppose constamment l'Etat bon marché, l'Etat dans lequel la machine bureaucratique a été totalement brisée et où les fonctions exécutives passent entre les mains de l'ensemble de la population laborieuse : L'ETAT PROLETARIEN, L'ETAT DES CONSEILS, L'ETAT DE LA COMMUNE ET DE LA REVOLUTION D'OCTOBRE.